

Acheteur public : [Office français de la biodiversité](#)

Direction service : [DAPEM](#)

Règlement de consultation

Numéro de la consultation : [2025-35](#)

Objet de la consultation :

Réalisation d'un état initial des habitats d'intérêt communautaire (HIC) des sites Natura 2000 (FR3102004) – Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais, (FR3102003) – Récifs Gris-Nez Blanc-Nez– Anse de Vauville (FR2502019) et–Banc et récifs de Surtainville (FR2502018)

Lot 1 : Cartographie du relief et de la nature des fonds marins sur le haut-fond rocheux des Ridens du site Natura 2000 « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) (Section 1) et Etat initial des HIC des sites Natura 2000 « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) et « Récifs Gris-Nez Blanc-Nez » (FR3102003) (Section 2)

Lot 2 : Etat initial des HIC des sites Natura 2000 « Anse de Vauville » (FR2502019) et « Banc et récifs de Surtainville » (FR2502018)

Procédure de passation : [Appel d'offres ouvert](#)

Date limite : [30/09/2025 à 12h00](#)

Le pouvoir adjudicateur,
Par délégation,

Sommaire

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 - PERIMETRE DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
4.1 Procédure de passation	4
4.2 Allotissement.....	4
4.3 Forme et étendue du marché	4
4.4 Marchés de prestations similaires	5
4.5 Durée du marché	5
4.6 Lieu de livraison / d'exécution.....	6
4.7 Variantes	6
4.8 Considérations environnementales.....	6
4.9 Secret des affaires.....	6
ARTICLE 5 - INFORMATION DES CANDIDATS.....	6
5.1 Contenu des documents de la consultation	6
5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques	7
5.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents	7
5.2.2 Conditions de transmission des plis	7
5.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation.....	11
5.3.1 Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	11
5.3.2 Modification des documents de la consultation.....	11
5.3.3 Prolongation du délai de réception des offres.....	11
ARTICLE 6 - CANDIDATURE.....	11
6.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance....	11
6.2 Motifs d'exclusion.....	12
6.3 Présentation de la candidature	12
6.3.1 Candidature sous forme de DUME.....	12
6.3.2 Ou Candidature sous forme de DC1 et DC2.....	13
6.4 Examen des candidatures.....	13
6.5 Vérification des motifs d'exclusion	15
ARTICLE 7 - OFFRE.....	16
7.1 Présentation de l'offre.....	16
7.2 Examen des offres.....	18
7.3 Critères d'attribution.....	18
7.4 Méthode de notation des offres	19
7.5 Durée de validité des offres.....	19
ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	19
8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	20
8.2 Signature du marché.....	22
ARTICLE 9 - LANGUE.....	22
ARTICLE 10 - CONTENTIEUX.....	22

Article 1 - ACHETEUR

La procédure est portée par : OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE - Etablissement public à caractère administratif (EPA)

Direction ou service : DAPEM – Délégation de facade maritime Manche Mer du Nord

Adresse : 12, Cours Louis Lumière –VINCENNES 94300

Siret : **130 025 919 00015**

Téléphone : **01 45 14 88 99**

Adresse Internet de l'acheteur : <https://www.ofb.gouv.fr/>

Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet la réalisation d'un état initial des habitats d'intérêt communautaire (HIC) des sites Natura 2000 FR3102004 – Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais, FR3102003 – Récifs Gris-Nez Blanc-Nez FR2502019 – Anse de Vauville et FR2502018 – Banc et récifs de Surtainville.

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP.

Code(s) CPV de la consultation :

Classification principale	Classification(s) secondaire(s)
71241000 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse.	72310000-1 Service de traitement de données 72314000-9 Services de collecte et de collation de données

Article 3 - PERIMETRE DE LA CONSULTATION

Type de marché : services

Quantités, nature et étendue :

Le marché a pour objet la réalisation d'un état initial des habitats d'intérêt communautaire des sites Natura 2000 FR3102004 – Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais, FR3102003 – Récifs Gris-Nez Blanc-Nez, (lot 1) FR2502019 – Anse de Vauville et FR2502018 – Banc et récifs de Surtainville (lot 2).

Le lot 1 a pour objet la réalisation de deux sections :

Section 1: Cartographie du relief et de la nature des fonds marins sur le haut-fond rocheux des Ridens du site Natura 2000 des « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) ;

Section 2 : Etat initial des HIC des sites Natura 2000 « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais » (FR3102004) et « Récifs Gris-Nez Blanc-Nez » (FR3102003).

Le lot 2 a pour objet la réalisation d'un état initial des HIC des sites Natura 2000 « Anse de Vauville » (FR2502019) et « Banc et récifs de Surtainville » (FR2502018).

Le présent marché vise à réaliser un état initial des HIC benthiques présents sur les quatre sites Natura 2000 précités, et ce, selon la répartition des HIC et la délimitation des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle.

Pour chacun des sites, cet état initial doit plus particulièrement répondre à un double objectif : (i) préciser (spécifiquement pour le haut-fond des Ridens) et/ou actualiser la cartographie des HIC et (ii) réaliser l'état initial du suivi de l'efficacité des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle selon la démarche Before After Control Impact (BACI), au travers de l'évaluation de l'état de conservation des HIC selon la délimitation de ces mesures réglementaires.

Pour répondre à ces objectifs, il s'agira notamment : (1) d'analyser les données existantes afin de proposer une stratégie d'échantillonnage pour l'acquisition de nouvelles données tant géophysiques (spécifiquement pour le haut-fond des Ridens) que biologiques et sédimentaires. La stratégie d'échantillonnage des données biologiques et sédimentaires proposée devra s'appuyer sur les recommandations du CCTP et s'appuyer sur les dispositifs de suivis existants et les protocoles qui y sont associés, (2) de préciser (spécifiquement pour les haut-fond des Ridens), et de mettre à jour la cartographie des HIC, (3) d'évaluer et de décrire (sous forme de fiches) l'état initial des HIC, au travers de leur état de conservation selon plusieurs paramètres, avant (ou au début de) la mise en œuvre des mesures de gestion de la pêche professionnelle selon l'approche BACI [c.-à-d., selon les différentes modalités (ou zones) de mesures réglementaires, y compris l'absence de mesures], (4) de faire une proposition d'actualisation d'une partie du FSD et (5) de proposer, sur la base d'une analyse critique de la stratégie d'échantillonnage réalisée, des recommandations pour la poursuite du suivi de l'efficacité des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle, sur les aspects tant spatiaux que temporels.

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP.

Options (au sens du droit communautaire, prestations susceptibles de s'ajouter, sans remise en concurrence, aux prestations commandées de manière ferme dans le cadre du marché :) : marché de prestations similaires

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure formalisée en application des articles L 2124-1 et R 2124-1 du code la commande publique (CCP), en appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124 2 et R 2124-2 du CCP.

4.2 Allotissement

Prestations divisées en lots : 2 lots

Possibilité d'être attributaire : d'un lot ou de de l'ensemble des lots.

4.3 Forme et étendue du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire.

Montant maximum (limite d'acceptabilité) : 350 000 € TTC pour le Lot n°1, 250 000 € TTC pour le Lot n°2

En cas de dépassement de ce montant, l'offre sera déclarée inacceptable.

Montant estimé : 300 000 € TTC pour le Lot n°1, 200 000 € TTC pour le Lot n°2

4.4 Marchés de prestations similaires

Il est prévu la possibilité de conclure des marchés de prestations similaires, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

4.5 Durée du marché

Le marché court à compter du 1er janvier 2026 ou de la notification du marché si elle est ultérieure au 1er janvier 2026. Les délais d'exécution sont les suivants, conformément à l'article 4.3 du CCTP :

Lot 1 – Section 1

- **Durée globale** : 12 mois
 - **Réalisation des livrables** : 10 mois
 - **Présentation et validation des livrables** : 2 mois
 - **Date indicative de début** : 1er janvier 2026
-

Lot 1 – Section 2

- **Durée globale** : 30 mois
 - **Réalisation des livrables** : 25 mois
 - **Présentation et validation des livrables** : 5 mois
 - **Date indicative de début** : 1er janvier 2026
 - **Remarque** : Le délai pour les deux sections du Lot 1 débutera au même moment.
-

Lot 2

- **Durée globale** : 18 mois
 - **Réalisation des livrables** : 13 mois
 - **Présentation et validation des livrables** : 5 mois
- **Date indicative de début** : 1er janvier 2026

Il est envisagé que la période de présentation et validation nécessite des allers-retours.

Des échanges intermédiaires auront lieu conformément au CCTP.

Le marché public n'est pas reconductible.

4.6 Lieu de livraison / d'exécution

Lieu d'exécution des prestations : Manche et Pas de Calais.

Lieu de livraison (des livrables) : Le Havre

4.7 Variantes

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

4.8 Considérations environnementales

Le marché a pour objet la production d'une étude à caractère environnemental.

4.9 Secret des affaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en oeuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation
- la décomposition du prix global et forfaitaire - une décomposition plus détaillée sur la base du planning, aidant/servant à déterminer le montant et la planification souhaitée de demande d'acomptes devra être fournie dans l'offre ou à défaut au début de l'exécution du marché
- le cahier des clauses administratives particulières
- l'acte d'engagement, qui sera demandé au seul attributaire
- le cahier des clauses techniques particulières
- les annexes au cahier des clauses techniques particulières (internes au CCTP)

Parmi les données existantes listées dans le CCTP, l'OFB pourra mettre à disposition les données sur demande via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), notamment pour le Lot 2, afin de se tenir informés des mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle et, le cas échéant, de la couche SIG associée. Ces données disponibles sur demande sont rappelées ci-après.

5.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

5.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

Toutefois, certains documents de la consultation - listés ci-dessous - ne sont pas accessibles sur le profil d'acheteur de l'Etat en application des dispositions des articles R. 2132-5 et R.2132-12-7° du code de la commande publique :

Lot 1 :

- Cartographie des mesures réglementaires de gestion de la pêche de la pêche professionnelle ;
- Programme CARTHAM (Cartographie des habitats marins), Lot 1 : Trois estuaires et mer du nord : Rapports et annexes, cartographie de la localisation des stations situées au sein et à proximité du site (Section 1) ou des sites (Section 2), ainsi que les données brutes associées au Lot 1.

Lot 2 :

- Cartographie des mesures réglementaires de gestion de la pêche de la pêche professionnelle ;
- Programme CARTHAM (Cartographie des habitats marins), Lot 3 : Golfe Normand-Breton : Rapports, cartographie de la localisation des stations situées au sein et à proximité des sites, ainsi que les données brutes associées au Lot 3.

Ces documents peuvent être demandés par les opérateurs via PLACE.

La demande de fourniture de ces documents pourra être effectuée jusqu'à 24H avant la date limite de remise des offres.

5.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois.

En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra

procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

S'agissant d'une consultation allotie, il est laissé le choix aux candidats de déposer le cas échéant, leur offre en un pli pour les deux lots, ou via des plis séparés par lot.

Le principe selon lequel seul le dernier pli est ouvert en cas de dépôt successif ne s'applique qu'aux plis portant sur un même lot.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. **L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment,**

nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier / physique électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante : 5, square Félix Nadar. Hall C 94300, Vincennes

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

5.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation

5.3.1 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile, **au plus tard 9 jours calendaires avant la date de réception des offres**, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres

5.3.2 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

5.3.3 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Article 6 - CANDIDATURE

6.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

La forme du groupement n'est pas imposée.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une

interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.2 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai d'un mois compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de deux semaines à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

6.3 Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :
- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

6.3.1 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

6.3.2 Ou Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 : Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ; Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

6.4 Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres après ou avant les candidatures.

Dans ce dernier cas, les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

L'acheteur n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

Capacité économique et financière :

- **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;**

Capacités techniques et professionnelles :

- **Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.**
- **Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte ;**

➤ **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années**

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation (DUME distincts, ou autres documents, notamment par exemple DC1 et DC2 distincts).

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent, ainsi que par les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ;

En application de l'article R. 2143-12 du Code de la commande publique, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution du marché, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

6.5 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 et 8 du CCP, uniquement s'ils n'ont pas pu être récupérés automatiquement auprès d'un organisme officiel ou dans un espace de stockage numérique gratuit, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur l'acheteur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Article 7 - OFFRE

7.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :-

1. Un mémoire technique, composé de toutes précisions nécessaires à la compréhension de l'offre et notamment concernant les points suivants :

Une note technique reformulant les besoins et attendus du marché, et détaillant la proposition technique, comprenant :

1.1 La présentation de la stratégie d'échantillonnage d'acquisition de données, avec *a minima* :

- Description et justification argumentée du choix de(s) mode(s) (ou technique(s)) d'acquisition de données envisagé(s), des protocole(s) associé(s) et de(s) période(s) d'acquisition de données la(les) plus adapté(s) ;
- Les moyens à la mer, en termes de matériel et de personnel, envisagés (comprenant, entre autres, l'organisation de la sécurité en mer) ;
- Un engagement sur le linéaire (en kilomètres, ou en milles nautiques) de levés (Section 1 du Lot 1) ou sur le nombre de stations (pour chacun des mode(s) d'acquisition de données) à prospecter et/ou à récolter (Section 2 du Lot 1 et Lot 2) ;
- Une carte avec le tracé prévisionnel des levés (Section 1 du Lot 1) ou la localisation des stations à prospecter et/ou à récolter (superposée sur la cartographie des HIC validée dans le DOCOB du site en typologie NatHab-Atl et la cartographie des mesures réglementaires de gestion de la pêche de la pêche professionnelle) (Section 2 du Lot 1 et Lot 2) ;
- Une justification de la localisation des stations, ainsi qu'une description et une justification du nombre de station par habitat et par modalité (ou zone) de mesures réglementaires de gestion de la pêche professionnelle (y compris l'absence de mesures) (Section 2 du Lot 1 et Lot 2) ;
- Un nombre de jours de terrain (Section 2 du Lot 1 et Lot 2), en précisant le nombre de jours de stand-by météo prévus (Section 1 du Lot 1).
- La présentation du traitement et de l'analyse des données, avec *a minima* :
 - Description et justification de la méthodologie de traitement et d'analyse des données géophysiques pour la production des livrables associés à la cartographie du relief et de la nature des fonds marins (Section 1 du Lot 1) ;
 - Description et justification de la méthodologie de traitement des échantillons / observations biologiques et sédimentaire en « laboratoire » (Section 2 du Lot 1 et Lot 2) ;
 - Description et justification de la méthodologie de traitement et d'analyse des données pour la production des livrables associés à l'état initial des habitats d'intérêt communautaires (HIC), avec un engagement sur les métriques, informations et analyses statistiques qui seront mobilisées à cette fin (Section 2 du Lot 1 et Lot 2).
 - Un nombre de jours de traitement et d'analyse des données ;
 - Des exemples de rendu cartographique.

1.2 Le planning d'exécution de la conduite du projet avec un calendrier précisant les différentes étapes (y compris les demandes d'autorisations réglementaires) et jalons, ainsi que le temps dédié (pour chaque personne) à ses différentes étapes. Il fera apparaître les réunions et (les délais associés à) la livraison des livrables prévus.

1.3 Une présentation des moyens humains du candidat et des sous-traitants le cas échéant, comprenant :

- Composition, organisation et niveau d'expertise de l'équipe mobilisée (en indiquant la contribution précise de chacun des membres). A cet égard, il est demandé d'indiquer les noms et qualifications professionnelles (et les certificats d'aptitude à l'hyperbarie à jour, si intervention en milieu hyperbare) des cadres et des membres du personnel chargés de l'exécution du marché. Le candidat fournira les curriculums vitae des principaux intervenants ;
- L'expérience de la structure dans l'étude et la compréhension du fonctionnement des écosystèmes marins, en particulier pour l'acquisition de données géophysiques (Section 1 du Lot 1) ou biologiques et sédimentaires [y compris selon la démarche *Before After Control Impact* (BACI), Lots 1.2 et 2] et pour la production de livrables associés à la cartographie du relief et de la nature des fonds marins (Lot 1.1) ou à l'état initial des habitats d'intérêt communautaires (HIC) (Section 2 du Lot 1 et Lot 2) (c.-à-d., cartographie des HIC, évaluation et description de l'état des HIC, formulaire standard de données, définition de stratégie de surveillance). Le candidat présentera dans son offre des exemples de rendus afin de pouvoir juger de la qualité des documents fournis ;
- La connaissance de la zone d'étude de la structure.

1.4 Une note relative à la démarche environnementale mise en place dans le cadre de l'exécution du marché, sur l'ensemble du cycle de vie des prestations, avec, à titre d'exemple :

- Optimisation des déplacements, mutualisation des trajets, recours aux transports en commun, mobilités douces, véhicules propres ;
- Pratiques écoresponsables parmi les personnes en charge de l'exécution des prestations, matériels utilisés pour l'exécution des prestations écolabellisés, reconditionnés ;
- Mise en place d'un site responsable pour récupérer les documents, hébergement responsable des données...

Ne sera pas valorisée la politique générale de la structure, sans lien direct et concret avec le marché.

2. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) au format EXCEL de préférence, dûment complétée dans son intégralité sans être modifiée par le candidat.

Une pièce-jointe annexe viendra détailler cette offre financière, en faisant apparaître et justifier précisément les coûts relatifs pour chacune des étapes du planning d'exécution. Cette pièce servira notamment lors de l'exécution du marché à déterminer le montant des acomptes et leur fréquence ou jalons des demandes d'acompte. Si elle n'est pas fournie dans l'offre, cette décomposition détaillée devra être fournie lors de l'exécution du marché. La fourniture de la DPGF est en revanche obligatoire dans l'offre.

3. Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que les contrats de sous-traitance, s'ils sont présentés au stade de l'offre (notamment via DUME ou DC4)

7.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

7.3 Critères d'attribution

N°	Intitulé des critères et sous-critères	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
1	Valeur technique appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique :		55 %
1.1	Qualité et pertinence de la proposition technique: analyse de l'existant ; stratégie d'échantillonnage ; traitement et analyse des données	40 %	
1.2	Qualité et pertinence du planning d'exécution de la conduite du projet, avec un calendrier précisant les différentes étapes (et le temps dédié) et jalons, et faisant apparaître les réunions et (les délais associés à) la livraison des livrables prévus.	5 %	
1.3	Qualité et pertinence des moyens humains : Composition, organisation et niveau d'expertise de l'équipe mobilisée ; expérience de la structure ; connaissance de la zone d'étude de la structure	10 %	
2	Démarche environnementale dans le cadre de l'exécution de ce marché appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique :		5 %
3	Prix des prestations (analysé sur la base du prix global et forfaitaire et la DPGF TTC, et le cas échéant net de taxe)		40 %

7.4 Méthode de notation des offres

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Note éliminatoire : Un candidat n'ayant pas obtenu un total minimum à la moitié de la note maximale affectée au critère de la valeur technique, est éliminé, et son offre non classée.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par l'acheteur. Conformément à l'article R.2152-2 du CCP, une offre irrégulière pourra être régularisée sauf si elle est anormalement basse.

Cohérence des pièces :

Toute anomalie ou insuffisance qui apparaîtrait au soumissionnaire dans le cahier des charges ou l'exécution prévue, ainsi que toutes erreurs ou omissions dans les quantités prévisionnelles, imprécisions et contradictions des détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations, doivent être signalées, au plus tard, à la remise de l'offre. A l'échéance du délai, l'entreprise est réputée avoir vérifié et accepté le dossier de consultation et ne pourra se prévaloir de telles erreurs lors de l'exécution du marché.

7.5 Durée de validité des offres

Les offres sont valables **7 mois** à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats/soumissionnaires. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Article 8 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- sur e-attestations ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer électroniquement, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques)
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail.
- Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail)
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : son numéro unique d'identification (SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP

- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE)
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :

o certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA))

o certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ; **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.]

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

8.2 Signature du marché

Le marché est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

Seul le candidat retenu devra signer son offre (AE emportant signature des pièces de l'offre, et de la candidature), au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

En application de l'annexe 12 du CCP, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

Le format recommandé et utilisé par l'OFB pour apposer la signature sur le document est le format PAdES (PDF Advanced Electronic Signatures) qui, à la différence des formats CAdES et XAdES, permet de visualiser la signature directement dans l'AE.

Il est donc recommandé d'anticiper et d'acquérir ce certificat dès la connaissance de l'attribution du marché. Le délai d'obtention peut être d'une dizaine de jours ce qui correspond au délai de stand still prévu entre l'information du candidat attributaire et la signature du marché. Uniquement en cas de difficulté technique dûment justifiée n'ayant pas permis à l'attributaire de signer électroniquement, il pourra être autorisé à signer manuscritement et transmettre l'acte d'engagement en version originale à l'adresse indiquée.

Article 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 10 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Melun

43 rue du Général de Gaulle

Case postale n° 8630

77008 Melun

Téléphone : 01 60 56 66 30

Télécopie : 01 60 56 66 10

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>